

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société Espace Grand'Rue  
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux  
prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de  
l'enregistrement au titre de la rubrique N°2921 de la nomenclature des  
installations classées pour la protection de l'environnement.  
pour son établissement implanté à Roubaix**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2023 portant délégation de signature à Mme Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu le donné acte de la préfecture du Nord du 12/05/2021 autorisant la société Espace Grand'Rue à exploiter une installation classée sur la commune de Roubaix ;

Vu le rapport du [ ] du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier/courriel du [ ] ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du [ ] ;

OU

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. les tours aéroréfrigérantes par dispersion d'eau dans un flux d'air constituent la principale source de dissémination dans l'atmosphère de légionelles et représentent un risque sanitaire;
2. les mesures prévues à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont de nature à prévenir ce risque ;
3. lors des visites du 10 mai 2023 et du 29 août 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les mesures de prévention et de protection vis-à-vis du risque sanitaire n'étaient pas respectées :
  - le plan d'action permettant la maîtrise du risque n'est pas établi
  - le carnet de suivi n'est pas correctement renseigné
  - des annexes au carnet de suivi ne sont pas actualisées ou sont manquantes
4. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
5. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Espace Grand'Rue de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement .

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

## Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société Espace Grand'Rue, dont le siège social est situé 21 bis grand'rue sur la commune de Roubaix, exploitant des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air à la même adresse, est mise en demeure de respecter sous 1 mois les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de Roubaix ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de Roubaix et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2023>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe

Amélie PUCCINELLI